

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 décembre 2002
Français
Original: arabe

**Lettre datée du 18 décembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à la lettre que vous a adressée la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République démocratique du Congo (S/2002/1360) le 13 décembre 2002, et de vous informer de ce qui suit :

1. Ce qui est énoncé dans la lettre susmentionnée est dénué de tout fondement et ne s'appuie sur aucune donnée ou fait avéré, étant donné que la Jamahiriya arabe libyenne n'a aucune force sur le territoire congolais. La Jamahiriya nie aussi fournir tout soutien militaire au Mouvement de libération du Congo (MLC).

2. La Jamahiriya arabe libyenne n'a pas cessé de s'efforcer d'oeuvrer en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique de manière générale, et en République démocratique du Congo et en Centrafrique en particulier. La Jamahiriya a pris part aux efforts constructifs déployés lors des sommets africains qui se sont tenus à ce propos et elle a accueilli plus d'un mini sommet africain consacré ainsi à cette question, comme indiqué ci-après :

a) Le premier sommet s'est tenu le 30 septembre 1998, en présence des présidents tchadien, nigérien et érythréen;

b) Le deuxième sommet s'est tenu le 18 avril 1999, en présence des présidents de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, de l'Érythrée et du Tchad;

c) Le troisième sommet s'est tenu le 8 mai 1999, réunissant les présidents de Centrafrique et de la République démocratique du Congo.

3. La Jamahiriya arabe libyenne a offert une assistance et un appui matériel au Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui reconnaît le volume et la valeur de cet appui. La Jamahiriya a aussi accueilli favorablement l'accord de réconciliation que le Gouvernement congolais a conclu avec les autres parties congolaises, et elle a participé à toutes les autres conférences qui se sont tenues à Lusaka et ailleurs en vue d'appliquer cet accord, dont les dispositions sont appliquées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

4. Il est avéré que la Jamahiriya arabe libyenne a des nationaux qui font partie de la Force de la Communauté des États sahélo-saharien (CEN-SAD) présente en République centrafricaine en réponse à la demande du gouvernement légitime, en



application de la résolution du Sommet de la CEN-SAD qui s'est tenu à Khartoum le 4 décembre 2001 et au communiqué publié par l'Organe central du mécanisme de prévention et de règlement des conflits de l'Organisation de l'Unité africaine à sa session tenue à Tripoli au niveau des ministres des affaires étrangères le 26 janvier 2002, qui a été approuvée par le Sommet de Durban en juillet 2002. Cette force n'est pas équipée d'armes lourdes, de chars ou d'équipement analogue, mais seulement d'armes légères et de petits avions de reconnaissance de type MARCHETTI-C. Cette force sera retirée prochainement à la suite du déploiement des forces de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

5. Le monde entier sait ce que la Jamahiriya arabe libyenne fait en vue de régler les problèmes à l'intérieur du continent africain et d'y mettre un terme aux conflits, notamment à la guerre civile en République démocratique du Congo.

6. En ce qui concerne l'atterrissage de deux avions de transport libyens à Gbadolite, leur objet était de prévenir toute situation d'urgence lorsque l'aéroport de Bangui était menacé. Il s'agissait de transporter des troupes des États sahélo-sahariens et des ressortissants libyens, ce qu'ont fait d'autres États lorsqu'ils ont envoyé des avions pour transporter leurs ressortissants en utilisant l'aéroport de Gbadolite.

7. La Jamahiriya arabe libyenne réaffirme son appui à l'unité, à la stabilité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et souligne une fois encore que les allégations concernant la présence libyenne en République démocratique du Congo sont mensongères. L'Organisation des Nations Unies peut le vérifier par les moyens qu'elle juge appropriés, y compris l'envoi d'une mission d'établissement des faits ad hoc.

En conclusion, je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Ahmed A. Own